

Conférence de presse

Présentation des participants à la conférence de presse :

la nouvelle Commission Exécutive qui vient d'être élue.

Fabrice Angeli, membre de la Commission Exécutive confédérale,

Notre 40ème congrès vient de se terminer, 120 délégués participaient aux travaux de ce moment important de démocratie interne.

Les grands axes de nos débats ont été :

L'actualité et l'analyse de la situation qui est extrêmement préoccupante avec une crise sociale et économique qui débouche maintenant sur une véritable crise de société. Les fondements de cette crise reposent selon nous sur une répartition de la richesse au détriment de ceux qui la créent et au profit de la rente et de la spéculation.

Quelques chiffres pour appuyer ce constat :

- ▲ la part de dividendes versés aux actionnaires :
 - sur le PIB elle est passée de 5% à 9% entre 2000 et 2013.
 - sur les profits de 30% en 1980 à 85% aujourd'hui.
- ▲ Depuis 1983, la part des salaires dans la Valeur Ajoutée a diminué de 6% signifiant un transfert de richesse annuelle vers le capital de 120 milliards/an.
- ▲ 220 milliards d'aides publiques toutes confondues dont 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales, 20 milliards supplémentaires avec le CICE.
- ▲ Fraudes aux cotisations estimées à 25 milliards d'euros de la part des employeurs (en même temps on diminue les moyens des URSSAF) .
- ▲ Fraude fiscale estimée 80 milliards d'euros en France (2/3 du budget de l'état), 1000 milliards en Europe (50% du PIB Italien et Français) alors que le projet de budget 2015 prévoit des suppressions sans précédent dans les finances publiques

A contrario Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale : -700 millions pour les familles et -3 milliards pour l'assurance maladie.

Si on fait un rapprochement les cotisations familiales (employeurs) en 1946 représentaient 16% du salaire brut, en 1970 de 9%, en 1991 (Rocard) 5,4%. et à ce jour cela s'aggrave avec les mesures du CICE.

Pour arrêter cette logique qui conduit au chômage massif (5,3 millions de chômeurs), l'intervention des salariés est nécessaire mais elle se heurte aujourd'hui au manque d'unité syndicale :

nécessaire d'Agir sur l'unité :

donc la CGT entend **favoriser tout ce qui peut tendre vers des initiatives unitaires** (la situation est suffisamment grave et -sous toute proportion gardée- on peut établir des parallèles avec la période de **crise des années 30**).

nécessaire d'agir sur nous-même :

Nous avons fait le choix à ce congrès d'une CGT sur les Hautes-Pyrénées qui soit : Plus proche, Plus efficace, Plus solidaire.

Quand bien même le syndicalisme serait capable de se rassembler, la faiblesse du nombre de syndiqués dans ce pays constitue un handicap indéniable.

Résolution d'actualité votée le 2.10.2014

Les délégué-e-s des syndicats CGT des Hautes-Pyrénées, réunis en congrès ces 2 et 3 octobre ont porté l'analyse et débattu de la situation générale.

Ils considèrent que cette situation est extrêmement préoccupante avec une crise sociale et économique qui débouche maintenant sur une véritable crise de société.

Ils contestent la vision assénée au quotidien par le gouvernement, les grands médias et le patronat qui les détiens selon laquelle ce serait le coût du travail qui serait la cause de nos malheurs. A les écouter, il faudrait revenir à l'esclavage.

C'est cette même théorie qui a guidé toutes les mesures néfastes mises en œuvre ces dernières années :

- ⤴ Il fallait que les employeurs puissent licencier plus facilement et limiter les capacités d'intervention des salariés dans leurs Institutions représentatives. On leur a servi une loi faussement intitulée « loi de sécurisation de l'emploi ».
- ⤴ C'est la mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi (le CICE), avec un cadeau de plus de 20 milliards aux actionnaires.
- ⤴ c'est ensuite le pacte de responsabilité et un nouveau cadeau de 41 milliards d'euros au patronat et en parallèle la mise en œuvre d'un plan d'économies de 50 milliards d'euros à réaliser sur le dos des salariés.
- ⤴ C'est l'aggravation de la situation des retraités avec le gel des pensions jusqu'au 1er octobre 2015.
- ⤴ C'est l'abandon de pans entiers de notre industrie comme Carbone Savoie à Lannemezan.
- ⤴ C'est la poursuite de l'affaiblissement des Services Publics et son accélération avec notamment le projet de réforme territoriale.

Ce sont plus de 220 milliards d'aides publique que le patronat perçoit sans aucune contrepartie, sans aucune efficacité puisque le chômage continue de progresser et avec lui la précarité. A tel point que le recrutement en CDI est aujourd'hui l'exception, une écrasante majorité des contrats conclus le sont en CDD.

Les fondements de cette crise reposent sur une répartition de la richesse au détriment de ceux qui la créent et au profit de la rente et de la spéculation.

En cette rentrée, le patronat en rajoute, démonstration est faite que chaque cadeau qui lui est fait le pousse à en demander toujours plus. Après l'affaiblissement du droit des chômeurs, le blocage du SMIC, le report de la reconnaissance de la pénibilité, il faudrait supprimer des jours fériés.

L'entreprise idéale du MEDEF et de la CGPME, c'est la suppression de la durée légale du travail, la fin du CDI, le recul de l'âge de la retraite, des salariés soumis et sans droit, la fin du SMIC.

Les délégué-e-s réaffirment que le travail n'est pas un coût, mais une richesse ! Seul le travail produit de la richesse ! C'est le coût du capital qui est devenu exorbitant !

Au cœur de la répartition de la richesse entre le capital et le travail, il y a le financement de la protection sociale. Baisser les cotisations sociales c'est en fait baisser le niveau des rémunérations. Les salariés sont ainsi volés deux fois: une fois par la baisse de leur